

Le futur de l'agriculture méditerranéenne

Jean-Claude SABIN

AGROPOL, 12, avenue George-V, 75008 Paris, France

Mel : jmsab@wanadoo.fr

Parler du futur est difficile et peut apparaître prétentieux, nous essaierons cependant de proposer quelques pistes en tenant compte du thème du colloque qui traite des questions de l'eau et de l'irrigation

La zone méditerranéenne est en croissance démographique et économique continue, même si on peut relever des inégalités accentuées par la crise pétrolière.

Une activité agricole et agroalimentaire en expansion

Dans le domaine agricole et agroalimentaire, la croissance, quantitative et qualitative, de la demande intérieure est bien présente, à laquelle il faut ajouter les exportations de fruits et légumes vers l'Europe. Les complémentarités Nord-Sud liées aux situations géographiques et climatiques vont continuer de stimuler la demande.

Dans ce contexte, il faut donc raisonner une agriculture en développement, ce qui permet de fixer l'emploi sur le territoire et de lutter contre la pauvreté et l'exode vers les villes. Il y a d'énormes perspectives de croissance si l'on prend en compte la nécessité pour ces pays de s'assurer l'essentiel de leur sécurité alimentaire. La croissance des prix du pétrole va elle aussi, çà et là, surtout dans les pays qui en sont dépourvus, inciter à produire de l'énergie (biocarburants et biomasse) à partir de la ressource agricole.

Nous accordons à ce dernier point une importance particulière, car les effets du recours à la biomasse à l'échelle de la planète ne tarderont pas à avoir une incidence sur les prix agricoles mondiaux. La politique de nourriture à bon marché à partir de produits importés risque de cesser ou de coûter cher. Pour faire face à cette situation, la meilleure solution restera pour chaque pays la recherche du maximum d'autosuffisance à partir de sa propre agriculture.

Une politique agricole

Une agriculture en développement et en essor dans les pays méditerranéens est donc déjà un fait qui ne fera que s'accroître. C'est une nécessité vitale en même temps qu'un formidable levier pour un emploi réparti sur le territoire. On peut se demander qui a inspiré le programme MEDA qui avait exclu l'agriculture comme secteur à développer !

Pour répondre à cet enjeu, la politique agricole doit apporter les moyens indispensables au développement, formation, financement, structuration de l'agriculture, etc.

On ne saurait trop recommander que le vent du tout libéral, tant dans les pays du Nord que du Sud, ne sévisse pas trop pour le secteur agricole car il est inadapté à une activité qui œuvre avec le « vivant », soumise à l'imprévisible et dont la finalité est de nourrir l'humanité. Il est donc impératif que continue à exister une politique agricole, bien sûr adaptée aux réalités. C'est dans ces perspectives que les questions relatives à l'utilisation de l'eau doivent s'inscrire.

L'eau et l'agriculture

D'autres parleront mieux que je ne saurais le faire des politiques publiques à adopter dans ce domaine. Je mettrai l'accent sur des aspects souvent oubliés, et pourtant majeurs, dans ce domaine de la bonne utilisation de l'eau.

La première des choses est d'avoir des utilisateurs formés et responsabilisés, c'est à mon sens la première des conditions. Il faut ensuite qu'il existe des politiques incitatives ou dissuasives, l'interdit devant demeurer le cas de force majeure et non la règle. Cela passe aussi par un appui à l'investissement pour les changements de systèmes plus économes en eau, par la poursuite des équipements de retenue d'eau là où ils sont possibles.

C'est un ensemble de réflexions et d'actions de recherche appliquée et de développement qui doit conduire à des changements de stratégies de la politique agricole (par exemple, le seul soutien d'un produit, le blé, conduit à des assolements inadaptés), mais également à l'introduction de méthodes de travail économes en énergie (sans labour ou avec un travail minimal), d'assolements plus équilibrés (pailles, colza, protéagineux), permettant une meilleure utilisation de la pluviosité.

Il y a enfin la recherche de plantes plus économes à potentiel équivalent, par exemple le sorgho plutôt que le maïs, et le recours, dès que possible, aux plantes modifiées par les biotechnologies, qui permettront de mieux s'adapter aux conditions pédoclimatiques limites.

Les nombreux atouts de l'agriculture méditerranéenne

Ils ne se limitent à la politique de l'eau, ou des fruits et légumes ou des grandes cultures ; au Sud, on peut comme au Nord penser et développer des produits sous signes distinctifs à destination d'une demande domestique qui va progressivement exister, et bien sûr pour l'exportation vers le Nord ; de beaux exemples existent déjà (huile d'olive, huile d'argan, dattes et fruits) mais on peut faire plus.

L'association agriculture-tourisme, qui est une réussite dans certains pays du Nord, peut être aussi développée au Sud, même si les conditions sont différentes (patrimoine bâti). Le flux touristique Nord-Sud s'accroît et il serait bon que progressivement cet apport bénéficie à des territoires plus larges.

Enfin, nous avons évoqué le thème de l'agriculture économe. La question se posera inéluctablement, encore faut-il s'y préparer en laissant la primauté à la nourriture des hommes et peut-être en s'intéressant à des zones aujourd'hui non productives et qui peuvent dans certaines conditions et avec des plantes adaptées apporter des réponses à cette question.